



---

# Reconstruire en mieux en situation de relèvement post-catastrophe



Photo de couverture : Arunsrinivas Muralidharan. Ci-dessus : PNUD Équateur

**Les catastrophes ne cessent d'augmenter en fréquence et en amplitude. Le décalage entre l'avancée des progrès technologiques et la restriction des choix des communautés pauvres contribue probablement à l'exposition des populations aux risques d'aléas alors que l'urbanisation s'accélère et que le climat change, avec les résultats calamiteux que l'on connaît.**

**Des interventions efficaces et efficaces de reconstruction et de relèvement post-catastrophe peuvent endiguer les ravages infligés à l'humanité et empêcher les communautés pauvres de sombrer dans l'engrenage de la pauvreté. Le relèvement et la reconstruction, par leurs phases successives, sont l'occasion de reconstruire pour parvenir à un état meilleur qu'avant la catastrophe pour bâtir des communautés plus sûres, plus durables et résilientes.**

## **Reconstruire en mieux : de quoi s'agit-il ?**

Dans le domaine du relèvement, l'approche « reconstruire en mieux » (approche BBB, Build Back Better) vise à réduire la vulnérabilité des communautés à des catastrophes futures et à renforcer leur résilience à lutter contre les vulnérabilités et les chocs matériels, sociaux, environnementaux et économiques. Le relèvement dans un cadre BBB donne aux communautés touchées la possibilité de réduire les risques qu'elles courent, à l'abri non seulement des aléas immédiats mais aussi de la menace d'aléas et de conditions futurs.

La prévention des risques fait désormais partie intégrante des activités de développement. Pour autant, à la différence du développement, l'approche BBB ne s'attache pas à combler les déficits de développement d'un pays, mais plutôt à veiller à ce que les efforts de relèvement aboutissent à la sécurité durable, qui est propice à la résilience accrue des communautés.

## **À quels secteurs l'approche BBB s'applique-t-elle ?**

L'approche BBB s'applique à tous les aspects et à tous les secteurs du relèvement post-catastrophe. Dans le domaine de la reconstruction des infrastructures, l'approche BBB concerne les secteurs des communications, de l'éducation, de l'énergie, de la santé, du logement, des transports, de l'eau et de l'assainissement. Dans le domaine du rétablissement des moyens de subsistance, l'approche BBB s'étend à des secteurs tels que l'agriculture et les moyens de subsistance, le commerce, l'emploi, l'industrie et les services publics. L'approche BBB s'applique également à des thématiques transversales telles que l'environnement, le genre et la gouvernance.

## **L'approche BBB dans la reconstruction des infrastructures**

L'approche BBB consiste à saisir la chance de reconstruire des infrastructures et des systèmes plus solides, plus sûrs et plus résilients aux catastrophes. Voici des exemples d'activités de BBB dans la reconstruction de biens matériels :

- Prendre des mesures de *prévention des risques de catastrophes* (y compris l'application de codes et règlements de construction) pour accroître la résilience des biens matériels en cours de reconstruction, tels que des bâtiments conçus pour résister aux séismes ou des bâtiments surélevés dans des zones inondables.
- Adopter et appliquer des *règlements d'occupation des sols* appropriés, qui limitent la reconstruction dans les zones à haut risque.
- Reconstruire en mieux des *infrastructures de maîtrise des aléas*, telles que des digues contre les inondations.
- Remplacer des biens endommagés par des alternatives technologiquement plus avancées et adaptées au contexte. Par exemple, moderniser des équipements de télécommunication endommagés en tenant compte des progrès technologiques réalisés.
- Tirer parti du relèvement comme étant l'occasion de construire des *infrastructures de la bonne taille* afin de mieux répondre aux besoins de la communauté. Par exemple, reconstruire des hôpitaux en prévoyant suffisamment de lits.

L'approche BBB dans le rétablissement des moyens de subsistance

L'approche BBB renforce la résilience dans le secteur de l'emploi et des moyens de subsistance en tirant parti du relèvement comme étant l'occasion de promouvoir des moyens de subsistance résilients aux catastrophes, pérennes à long terme et capables de résister aux risques de catastrophes. Parmi les exemples d'interventions spécifiques, on compte :

- Promouvoir *l'agriculture résiliente et l'élevage résilient*. Par exemple, des communautés au Bangladesh se sont mises à élever des canards à la place de poulets, car les canards sont plus résilients et capables de mieux résister aux effets d'une inondation.
- Adopter des *systèmes de continuité des activités* pour les emplois et les moyens de subsistance, permettant à de grandes entreprises, ainsi qu'à des petites et moyennes entreprises, de reprendre rapidement leurs activités après une crise.
- *Prôner l'utilisation de matériaux et de technologies* dans les procédés de fabrication qui sont faciles

à réparer après des dommages causés par des catastrophes.

- *Établir des mécanismes de financement* qui décaissent rapidement des financements abordables à faibles taux d'intérêt aux entreprises touchées par les catastrophes.

## L'approche BBB dans les thématiques transversales

L'approche BBB fait aussi partie intégrante des thématiques transversales du relèvement, et notamment dans les domaines de l'environnement, du genre et de la gouvernance. Voici quelques exemples d'activités BBB dans les thématiques transversales :

### Environnement

- Reconstruire/Rétablir les *infrastructures matérielles et environnementales* afin d'en réduire la vulnérabilité, de protéger l'environnement et de rétablir les écosystèmes naturels. Par exemple, utiliser les mangroves comme protection naturelle contre les intrusions de la mer.
- *Intégrer des pratiques environnementales durables* et la gestion des ressources naturelles dans les activités de relèvement. Par exemple, promouvoir des initiatives sylvicoles ou agroforestières, comme la culture d'arbres fruitiers ou d'arbres à des fins commerciales comme autres sources de revenus.

### Genre

- Dispenser un *soutien spécifique au genre* pour la reconstruction et le relèvement, afin de répondre aux besoins différents des femmes et des hommes dans le cadre des efforts de relèvement.
- Tirer parti du relèvement comme étant l'occasion de *combler l'écart entre les genres dans le domaine de la résilience*. Il est possible que les femmes soient plus vulnérables aux impacts des catastrophes ; un soutien spécifique au genre donne les moyens d'améliorer la résilience future.
- *Reconstruire de manière inclusive vis-à-vis des femmes, des filles, des garçons et des hommes* de la population touchée.

### Gouvernance

- Introduire la continuité des activités pour les systèmes de l'État et des services publics.

- Préparer des mécanismes d'intervention d'urgence.
- Intégrer la gestion des risques de catastrophe dans l'ensemble des secteurs.

## Propositions clés pour Reconstruire en mieux

Dix propositions clés pour Reconstruire en mieux ont été recueillies à l'issue du processus du relèvement après la catastrophe du tsunami de l'océan Indien. Le Rapport de l'Envoyé spécial des Nations Unies<sup>1</sup> donne des pistes de réflexion afin de réduire le nombre de victimes quand des catastrophes frappent et d'améliorer la sécurité et la vitalité économique des communautés touchées.

1. « Les États, les donateurs et les organisations humanitaires doivent reconnaître que ce sont les familles et les communautés qui sont les moteurs de leur propre relèvement. » Rien ne sert d'accélérer l'achèvement de programmes de relèvement s'il faut pour cela passer outre les droits des populations concernées.
2. « Le relèvement après une catastrophe doit impérativement promouvoir la justice et l'équité. » L'exacerbation des modèles de vulnérabilité et de discrimination qui existent au sein des sociétés agit à contre-courant des interventions en cas de catastrophe.
3. « Les États doivent renforcer la préparation aux catastrophes futures. » De plus en plus, la vulnérabilité du monde à des aléas de tous genres ne fait que s'amplifier.
4. « Il faut habiliter les collectivités locales à gérer les efforts de relèvement. Les donateurs doivent quant à eux consacrer davantage de ressources au renforcement des instances publiques chargées du relèvement, surtout au niveau local. » Les fonctionnaires infranationaux peuvent assurer un lien efficace entre l'assistance au relèvement et le développement durable.
5. « Pour que la planification du relèvement soit bonne et la coordination efficace, il faut disposer d'informations de bonne qualité. » Des informations exactes et reçues en temps opportun, essentielles à une bonne analyse, sont fondamentales à toutes les étapes des secours et du relèvement.
6. « Les Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales doivent clarifier leurs rôles et leurs relations, surtout lors des interventions dans les tout premiers temps d'un processus de relèvement. » Les interventions de relèvement et de reconstruction après une catastrophe gagnent en efficacité lorsque les institutions multilatérales travaillent de concert et se complètent.
7. « Le rôle croissant des ONG et du Mouvement de la Croix-Rouge/du Croissant rouge s'accompagne de responsabilités accrues en matière de qualité des efforts de relèvement. » En tant que bénéficiaires de financement humanitaire important, une réflexion s'impose quant aux améliorations à apporter pour mieux harmoniser et coordonner leurs rôles.
8. « Dès le début des opérations de relèvement, l'État et les institutions humanitaires doivent créer les conditions favorables pour que les entrepreneurs prospèrent. » Le relèvement durable passe obligatoirement par la relance et l'élargissement des activités économiques des particuliers, de l'emploi et la garantie d'opportunités de moyens de subsistance diversifiées pour les populations touchées.
9. « Les bénéficiaires méritent des partenariats entre institutions qui dépassent les rivalités et la concurrence malsaine. » La qualité et l'issue du processus de relèvement sont tributaires de la convergence des efforts entre l'ensemble des organisations locales et internationales et leur capacité (ou non) à bien travailler ensemble.
10. « Un relèvement réussi se traduit par une sécurité accrue pour les communautés, attribuable à la réduction des risques et au renforcement de la résilience. » La réduction de la vulnérabilité des survivants aux aléas naturels est un moyen de déterminer le degré de réussite des efforts de relèvement. D'où l'importance de déterminer dès le départ des mécanismes de prévention des risques et des plans de faisabilité.

<sup>1</sup> William J. Clinton (2006). *Key Propositions for Building Back Better: Lessons Learned from Tsunami Recovery* (Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le relèvement suite au tsunami : 2006). New York : Nations Unies.

## Résumé

Des interventions efficaces et efficientes de reconstruction et de relèvement post-catastrophe peuvent endiguer les ravages infligés à l'humanité et empêcher les communautés pauvres de sombrer dans l'engrenage de la pauvreté. L'adoption de l'initiative **Reconstruire en mieux** (« BBB », Build Back Better) est préconisée en situation de relèvement post-catastrophe afin d'encourager les communautés et les parties prenantes à reconstruire en mieux par rapport à l'état d'avant la catastrophe dans le but de renforcer la sécurité, la viabilité et la résilience des communautés. Cette note d'orientation succincte vise à présenter aux acteurs et aux parties prenantes du relèvement le concept de Reconstruire en mieux. La note met en évidence quelques-uns des secteurs auxquels le concept peut s'appliquer dans une démarche de relèvement axé autour de la viabilité.

Pour en savoir plus sur la mise en œuvre de programmes de relèvement, voir le site Recovery Hub de la GFDRR :

<https://www.gfdr.org/recovery-hub>



La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre leurs vulnérabilités aux aléas naturels et à les réduire, et à s'adapter au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, la GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Gérée par la Banque mondiale, la GFDRR reçoit l'appui de 34 pays et de neuf organisations internationales.